

Hong Kong 2017

l'étai se ressert mais...

Jean-Jacques Gandini



LORS D'UN SYMPOSIUM ORGANISÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE À Pékin le 27 mai 2017 à l'occasion du 20^e anniversaire de la mise en oeuvre de la « Loi Fondamentale » lors de la rétrocession de Hong Kong à la Chine le 1 juillet 1997, Zhong Dejian a fait part des « prérogatives étendues » du gouvernement central de Pékin dans « des domaines d'importance ». En aucune circonstance le « haut degré d'autonomie » dont dispose Hong Kong « ne doit servir de prétexte pour s'opposer au gouvernement central ». C'est l'exécutif qui doit primer avec son chef comme « noyau dur », et non « la séparation des pouvoirs »¹. Ce rappel à l'ordre provient du numéro 3 chinois, membre du Politburo, responsable de la Commission de Sécurité Nationale, à la tête du Groupe Central de Coordination des Affaires de Hong-Kong et Macao – chargé d'y superviser et coordonner la

politique du Parti -, et en outre Président du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire – CPANP -. Et c'est cette dernière fonction qui permet de mieux comprendre le sens de son intervention car au terme de l'article 158 de la « Loi Fondamentale », c'est le CPANP qui est investi du pouvoir d'interpréter la Loi. Tout est dit. Les masques tombent. C'est Pékin qui dicte la loi.

Déjà un mois auparavant, lors d'une conférence tenue à Pékin également, Wang Zhenming, chef du Bureau de Liaison à Hong Kong oeuvrant comme un véritable gouvernement-bis, affirmait que dans les dix ans à venir Hong Kong n'a pas à dépenser son énergie dans des réformes électorales car « l'exigence de démocratie ne peut qu'introduire l'instabilité »².

LES PRODROMES

Tout remonte à l'année 2003. En accord avec Pékin, le premier chef de l'exécutif, Tung Chee-hwa, dont le mandat de cinq ans vient d'être reconduit, saisit le Conseil Législatif pour « faire promulguer – selon les termes de l'article 23 de la Loi Fondamentale – une loi permettant d'interdire tout acte de trahison, de sécession, de sédition et de subversion à l'égard du gouvernement central, tout vol de secrets d'État, interdire à toute organisation politique ou institution de l'étranger de mener des activités politiques à Hong Kong et interdire à toute organisation politique ou institution de Hong Kong d'établir des liens avec des organisations politiques ou institutions de l'étranger. » Levée de boucliers d'une quarantaine d'organisations regroupées dans le « Civil Rights Human Front » qui y voient une « atteinte à la liberté d'expression, d'information et d'association, voire une menace à leur existence même »³. D'autant que pour la plupart des juristes consultés les lois existantes suffisent pour sanctionner de tels faits. Le 1^{er} juillet, date du 6^{ème} anniversaire de la rétrocession, une manifestation monstre de protestation réunit 500 000 personnes, rassemblement le plus important depuis le rattachement du Territoire à la Chine en 1997⁴, contraignant Tung Chee-hwa à faire machine arrière. Le projet de loi est donc retiré... provisoirement.

En effet, Pékin n'a pas digéré cet affront et va bloquer toute avancée vers un véritable suffrage universel direct, pourtant inscrit comme but à atteindre au visa des articles 45 et 68 de la Loi Fondamentale en ce qui concerne respectivement le chef de l'exécutif et les législateurs. Pour valider sa stratégie de supervision

politique, le gouvernement central chinois s'est coulé dans le moule colonial britannique consacrant un exécutif fort et dominateur : « En concentrant les pouvoirs dans les mains du chef de l'exécutif et des principaux fonctionnaires nommés en réalité par le gouvernement chinois et directement responsables vis-à-vis de ce dernier en vertu de la Loi Fondamentale, Pékin pouvait à travers cette chaîne de responsabilités maintenir efficacement un contrôle politique sur la RAS – Région Administrative Spéciale– et éviter toute initiative dirigée contre le régime communiste. »⁵ C'est ainsi que les leviers constitutionnels, conçus aux dépens du Conseil Législatif, comprennent : un pouvoir presque illimité de nomination politique, notamment des fonctionnaires – article 46 –, un pouvoir exclusif d'initiative des lois et d'élaboration des politiques publiques – article 72 –, un droit de veto sur les lois adoptées par le Conseil Législatif n'atteignant pas la majorité des 2/3 – article 49 –, et le pouvoir de dissoudre le Conseil Législatif, en cas de refus de voter le budget par exemple – article 50. Rappelons au passage que le camp démocratique ne pouvait l'ignorer puisque l'émblématique fondateur du Parti Démocratique, l'avocat d'affaires Martin Lee, a fait partie de 1985 à 1989 de la Commission chargée d'élaborer la Loi Fondamentale, promulguée en 1990 sur la base de la Déclaration Commune sino-britannique de 1984, et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997. En ce qui concerne le Conseil Législatif, afin de s'assurer une majorité pro-gouvernementale stable, Pékin a mis en place un système électoral assez sophistiqué : une moitié des membres est élue au sein de collèges professionnels, en grande partie acquis à Pékin compte tenu des relations d'affaires privilégiées croisées, et l'autre moitié élue au suffrage universel dans des circonscriptions géographiques, au scrutin proportionnel afin d'éviter que les démocrates ne raflent la mise en cas de scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Après avoir tergiversé en 2004 pour les élections de 2007 et faisant ensuite l'impasse sur celles de 2012, le CPANP prenait la décision suivante sur la base d'un rapport produit en décembre 2007 : « L'élection du cinquième chef de l'exécutif de la RAS de Hong Kong en l'an 2017 devra se faire au suffrage universel. Après une telle élection du chef de l'exécutif, l'élection du Conseil Législatif se fera de même. » Mais seul le chef de l'exécutif a le pouvoir d'engager la réforme constitutionnelle nécessaire pour y parvenir, et compte tenu des délais administratifs applicables en l'espèce la proposition de réforme devrait être déposée au plus tard à la fin 2014.

Les démocrates pensaient enfin leur heure arrivée, mais restaient sur leurs gardes d'autant que dès sa prise de fonctions en juillet 2012, C-Y Leung, le nouveau chef de l'exécutif, voulut imposer un programme d'« éducation patriotique » avec des manuels scolaires destinés à construire « l'harmonie, l'identité et l'unité nationale », passant entre autres sous silence les événements de Tian'anmen 1989 et les errements du maoïsme. En réaction le groupe activiste pro-démocrate « Scholarism », créé quelques mois plus tôt par un jeune collégien de 14 ans, Joshua Wong, dénonce un « véritable lavage de cerveau » et mobilise des dizaines de milliers de citoyens forçant C-Y Leung en octobre à retirer sa proposition. Cette tentative avortée de réforme du programme scolaire va entraîner en retour une motivation parmi nombre de jeunes hongkongais pour participer davantage à la vie sociale et une prise de conscience de la particularité de Hong Kong : l'idée d'une « identité » hongkongaise est en germe.

Ne voyant par ailleurs toujours rien venir à la suite de la décision du CPANP, le camp pro-démocrate décide de prendre les devants. En janvier 2013, ainsi que me l'explique Benny Tai, professeur de droit à l'université de Hong Kong, est conçu le mouvement « Occupy Central with Love and Peace » qu'il met en place avec ses deux compères, Kinman Chan, professeur de sociologie à l'université chinoise de Hong Kong, et le révérend Yiu-ming Chu, ardent défenseur des droits de l'Homme. L'idée est de prévoir un *sit-in* non-violent de milliers de citoyens immobilisant Central – le cœur des affaires sur l'île de Hong Kong – si aucun progrès substantiel n'est constaté avant l'été 2014. Le processus, mis en place pour « permettre d'obtenir à terme une vraie démocratie », sur la base d'un agenda en 4 étapes, débouche le 29 juin 2014 sur un référendum citoyen auquel participent 800 000 personnes par vote sur Internet et dans des bureaux officiels mis en place, plébiscitant l'instauration du suffrage universel direct. Le résultat est envoyé au CPANP avec retour demandé avant le 1 octobre, date de la fête nationale chinoise. Le 31 août celui-ci rend sa décision, à savoir la mise en place d'un comité de présélection des candidats majoritairement composé de fidèles pro-Pékin, tuant ainsi dans l'œuf toute possibilité de candidature de l'opposition démocratique.

Benny Tai, dépassé, « Scholarism » et la Fédération des Étudiants de Hong Kong prennent le relais avec boycott des cours dans les établissements scolaires et universitaires pendant une

semaine à partir du 22 septembre et le 28 les manifestants venus demander au siège du gouvernement le retrait de la décision du CPANP, et habitués jusque-là à ce que les choses se passent pacifiquement, reçoivent des salves de gaz lacrymogènes de la part de la police et se protègent en se cachant derrière des parapluies, évènement retransmis à la télévision et propagé rapidement sur les réseaux sociaux. Le Mouvement des Parapluies est né et va durer 79 jours. Il va mobiliser des dizaines de milliers de personnes, paralysant quatre quartiers vitaux de la ville : Admiralty, le siège du gouvernement, Central, le siège des affaires, Causeway Bay, le siège des commerces et du tourisme, tous sur l'île de Hong Kong, et sur la presqu'île de Kowloon le quartier très peuplé et populaire de Mongkok. Un parfum de Mai 68 flotte sur la ville.

Le chef de l'exécutif va considérer ces occupations comme illégales car contraires à l'État de droit pour cause de gêne ou de mise en danger de toute personne ou de tout véhicule dans l'espace public, empêchant en outre les honnêtes gens de se rendre à leur travail. Mais pour les manifestants, enfreindre la loi n'implique pas automatiquement d'affaiblir l'État de droit : c'est simplement le trait essentiel d'un mouvement de désobéissance civile, tel que le symbolise le Mouvement des Parapluies. Il s'agit de faire avancer un idéal plus important, à savoir ici des élections basées sur un véritable suffrage universel direct, justifiant cette campagne de désobéissance civile à l'encontre de la décision du CPANP qui, en imposant un comité de présélection fantoche, vide de son sens cette juste demande en lien avec le « haut degré d'autonomie » de Hong Kong consacré par la Loi Fondamentale et met en danger en réalité l'État de droit. Enfreindre une loi injuste, c'est, pour les partisans du Mouvement, le véritable respect de l'État de droit. Mais bien évidemment le chef de l'exécutif va rester inflexible, ordonnant le 15 décembre des opérations de police pour dégager les sites d'occupation, mettant fin ainsi de façon abrupte à ce débat. Ironie du sort : lors du vote intervenu le 18 juin 2015 pour entériner ce nouveau mode d'élection, la majorité des législateurs pro-Pékin quitte l'hémicycle, refusant de voter dans un geste de rébellion inattendu et inexplicable, de sorte que la minorité de blocage d'un tiers fonctionnant largement le projet de loi s'est retrouvé de facto enterré ! Retour au statu quo ante pour l'élection à venir du prochain chef de l'exécutif en 2017, à savoir par un comité restreint de 1200 membres dont plus de 1000 en « sous-secteurs » de groupes et sociétés les plus



influent entretenant des liens étroits avec Pékin. Mais les trous creusés dans l'État de droit par l'immixtion de Pékin dans les affaires de Hong Kong allaient encore s'agrandir avec l'affaire de l'enlèvement de cinq éditeurs de la société Mighty Current en octobre 2015. Cette maison d'édition, disposant également d'une librairie sur Causeway Bay, est spécialisée dans la publication de livres critiques envers le parti communiste chinois. Les cinq « disparaissent » alors qu'ils préparent un livre sur le président Xi Jinping, et notamment sa vie sexuelle passée. Il s'avère que si trois d'entre eux se trouvaient déjà en Chine – Lam Wing-Kee au moment du passage de la frontière entre Hong Kong et Shenzhen –, le quatrième a disparu alors qu'il voyageait en Thaïlande et le cinquième, Lee Bo, a bien, lui, été enlevé à Hong Kong avant d'être transféré en Chine continentale, son épouse ayant retrouvé à leur domicile son passeport et son permis de travail continental, document exigé de tout hongkongais se rendant en Chine continentale. Il est pourtant également détenteur d'un passeport britannique. L'émotion est grande et plusieurs manifestations de soutien ont lieu, dont celle du 10 janvier 2016 réunissant plus de 5 000 personnes. Coup de théâtre avec la libération de quatre d'entre eux peu après pour « bonne conduite », ayant entretemps reconnu publiquement leur culpabilité, selon la sinistre comédie des aveux habituellement pratiquée envers les opposants, « repentants », au régime... Pour une fois, le ministre des Affaires Etrangères britannique, Philippe Hammond, est sorti de la

langue de bois diplomatique : « Il s'agit d'une grave violation de la Déclaration Commune sino-britannique de 1984 sur Hong Kong, et qui porte atteinte au principe 'un pays, deux systèmes' qui confère aux habitants de Hong Kong la protection du régime juridique hongkongais »⁶. Les craintes des habitants sont renforcées après les révélations faites le 16 juin 2016 par Lam Wing-kee lors d'une conférence de presse. Séquestré en Chine continentale par une « équipe spéciale d'enquête dépêchée par le parti communiste, ses geôliers l'ont laissé revenir à Hong Kong à la mi-juin pour récupérer un disque dur contenant les données des clients chinois de la librairie, gardant en détention sa compagne chinoise ». Mais prenant son courage à deux mains il a fait volte-face avant de prendre le 18 la tête d'une manifestation de protestation en mettant au défi Pékin et les autorités locales de s'expliquer sur ces événements : « Si je ne parle pas, il n'y a plus aucun espoir à Hong Kong. Il ne s'agit pas seulement de moi et d'une librairie. Cela concerne tout le monde. La ligne rouge a été franchie pour nous les hongkongais. Nous ne cèderons pas à la force brute. »⁷

LE « LOCALISME »

Cette volonté de résistance va se traduire dans les urnes lors des élections au Conseil Législatif le 4 septembre 2016 avec l'apparition d'une demi-douzaine de nouveaux partis politiques, issus pour la plupart du « Mouvement des Parapluies ». Déçus par les partis traditionnels pan-démocrates vieillissants et jugés trop patriotiques, un certain nombre de hongkongais, surtout parmi les jeunes, se définissent désormais comme « localistes », mettant l'accent sur la préservation de l'identité et de l'autonomie hongkongaise, n'hésitant pas pour certains à briser un tabou en se revendiquant ouvertement de l'idée d'indépendance. Marqués par l'échec du Mouvement des Parapluies, ils décident d'adopter une stratégie plus radicale pour défendre Hong Kong contre le contrôle du gouvernement de Pékin, mettant l'accent sur le « style de vie », l'histoire spécifique de Hong Kong et son patrimoine, tout en préservant les acquis des libertés publiques et de l'État de droit, et prônant plus de justice sociale. Selon une enquête de 2015⁸, 40 % des résidents

hongkongais se définissent comme hongkongais, 18 % comme chinois et 40 % comme ayant une identité métissée. Pour les 18-35 ans, si le premier pourcentage n'est que légèrement supérieur, 44 %, il est spectaculairement plus bas pour le second avec seulement 4 %.

On note une hostilité grandissante envers l'afflux de migrants – 500 000 en dix ans – et de visiteurs continentaux qui, depuis la suppression des quotas, se ruent sur le territoire, formant les $\frac{3}{4}$ des 54 millions de touristes recensés en 2015, dont l'impact économique est important puisque les services touristiques dégagent des rentrées totales de 26 milliards de HK\$ – 8.8 pour 1 € – contribuant au PIB à hauteur de 1,3 %. Outre leur masse, il leur est reproché de profiter des services publics et sociaux, de créer des pénuries de certains produits de première nécessité, comme le lait en poudre – lié au scandale du lait frelaté en Chine continentale en 2009 et 2013 –, et de manquer de civisme, certains allant jusqu'à uriner dans les lieux publics. De plus les riches continentaux n'hésitent pas à acheter au prix fort résidences et appartements, renchérissant d'autant le marché immobilier, déjà le plus cher du monde, empêchant ainsi de plus en plus de résidents d'accéder à un logement individuel. Volonté aussi de préserver la langue cantonaise face à l'influence grandissante du mandarin, de plus en plus employé dans le monde des affaires et devenu souvent première langue étrangère dans les écoles, supplantant l'anglais.

Il convient toutefois de distinguer parmi les « localistes » ceux qui mettent l'accent sur la lutte contre le contrôle du gouvernement de Pékin qualifié d'« impérialiste » et, sur l'auto-détermination du territoire, tout en restant ouverts à une alliance avec le camp pan-démocratique, comme « Demosisto » fondé par Joshua Wong et Nathan Law, ex-secrétaire général de la Fédération des Etudiants HongKongais – HKFS – ou l'indépendant Eddy Chu-hoidick, et ceux qui se prononcent en faveur d'une « nation hongkongaise » avec la création d'une République de Hong Kong, par des moyens violents s'il le faut, à l'instar de « Youngspiration » de Baggio Leung, « Indigenous » d'Edward Leung et du « National Party » de Chan ho-tin, avec dans certains cas des relents discriminatoires, voire xénophobes.

Dans cette galaxie, celui qui a retenu le plus mon attention est incontestablement Eddy Chu-hoidick. Partie prenante du « Mouvement des Parapluies » – mais pas sur le devant de la scène comme Joshua Wong ou Nathan Law –, il relativise son échec en

estimant qu'il a posé la question fondamentale de l'exercice des droits politiques par le peuple lui-même. Journaliste de profession, implanté de longue date dans les Nouveaux Territoires, il se fait connaître en lançant en 2006 une campagne de sauvegarde des jetées en pierre d'Edinburgh Place et de Ferry Pier devant le célèbre embarcadère du Star Ferry pour les inscrire au patrimoine culturel. Il crée ensuite un comité de soutien au village de Choi Yuen-tsanen situé sur le tracé de la LGV Hong Kong/Shenzhen/Canton –consacrant l'intégration de Hong Kong dans l'espace territorial chinois –, entraînant une protestation de masse fin 2009. Le projet est toutefois entériné par le Conseil Législatif de façon controversée mais il aide alors les villageois à se construire un éco-village. Après avoir créé en 2011 la Ligue « Terre et Justice », il est menacé de mort en 2016 pour avoir dénoncé la collusion promoteurs immobiliers – gouvernement – lobby rural local – milieu mafieux en relation avec le projet de logements sociaux de Wang Chau. Adepte de la bicyclette et de la décroissance, il me reçoit très simplement dans son bureau du Conseil Législatif et parle d'une voix calme et réfléchie. Il ne fait plus confiance au camp pan-démocrate mais n'est pas indépendantiste pour autant. Il se situe entre les deux, me dit-il : « Il faut redéfinir un nouvel ordre constitutionnel par le biais d'un référendum laissant ouvert les différentes options. L'identité hongkongaise est multiple car nous sommes tous issus de différentes strates de l'immigration qui n'a jamais cessé. » Non-violent, pour lui le soutien des classes populaires est essentiel : « La démocratie, ce n'est pas que le vote. Ce que veulent les gens, c'est avoir le contrôle de leur vie. » Il faut par ailleurs « élargir le champ de bataille à toute l'Asie du sud-est car Pékin joue de son influence économique et strato-géographique pour mettre en place une nouvelle Alliance des régimes autoritaires ».

Il va être élu au Conseil Législatif dans sa circonscription des Nouveaux Territoires avec 84 000 voix, gagnant ainsi le surnom de « Roi des votes ». Joshua Wong est trop jeune pour se présenter mais à l'âge de 23 ans Nathan Law est élu, de même que Lau Siu-lai, universitaire engagée dans la défense des colporteurs et marchés de rue du quartier de Mongkok, complice d'Eddy. Avec Edward Yiu Chung-yim, élu du secteur « architecture et paysage », ils sont 4 étiquetés « indépendants » mais reliés au camp pan-démocrate qui régresse mais remporte tout de même 20 sièges, ce qui avec les 4 lui permet d'atteindre 24 sièges, barre fatidique

pour empêcher la promulgation de textes de lois à la majorité qualifiée des deux-tiers que pourraient imposer les pro-Pékin.

Parmi les quatre élus indépendantistes, les deux membres de « Youngspiration », Baggio Leung et Yau Wai-ching, se font remarquer lors de la prestation de serment le 11 octobre en brandissant un drapeau « Hong Kong n'est pas la Chine », en prononçant « China » de façon dénigrante et en disant, au lieu de « Republic of China », « Refucking of China » : Putain de Chine... Leur serment est aussitôt rejeté, mais par suite d'une confusion ils sont autorisés la semaine suivante à le re-prêter sans pouvoir le faire faute de quorum après que les élus pro-Pékin aient quitté la salle, et cette fois le gouvernement décide de les poursuivre en justice. Or, sans attendre la décision du tribunal, le CPANP se saisit de l'incident et le 7 novembre rend son interprétation de l'article 104 incriminé, dont la rédaction ne précise en rien les modalités de la prestation de serment : « Le serment doit être prêté solennellement et sincèrement. Celui qui prononce intentionnellement des mots qui ne correspondent pas à la forme du serment prescrit par la loi, ou prête serment d'une manière qui n'est pas sincère ou solennelle, sera considéré comme quelqu'un qui refuse de prêter serment. Le serment prêté de ces manières est invalide et la personne concernée est disqualifiée pour occuper les fonctions spécifiées dans l'article 104 ». Il aurait été préférable qu'elle intervienne avant les dites prestations pour que leurs auteurs les prononcent alors en toute connaissance de cause, alors qu'on a ici la désagréable impression d'une sanction rétroactive. Le tribunal, de son côté, n'a pu qu'entériner cette interprétation pour rendre sa décision confirmant la disqualification, montrant par là-même les limites de l'« indépendance » de l'appareil judiciaire...

Mais ils ne sont pas les seuls à ne pas s'en être tenus strictement au texte. Leung Kwok-hung, dit « Long Hair », figure du camp pan-démocrate arborait un parapluie jaune et demandait des comptes au gouvernement central pour le massacre de la place Tian'anmen. Lau Siu-lai a lu très lentement le texte, détachant chaque syllabe et le rendant ainsi incompréhensible. Nathan Law a cité Gandhi avant sa prestation de serment et a prononcé « Republic » avec une intonation dans la voix comme s'il posait une question. Et Edward Yiu Chung-yim a ajouté des mots au milieu de son texte, prônant un véritable suffrage universel et se prononçant

en faveur du développement durable. Aussi, fort de son succès précédent, le chef de l'exécutif décide de les poursuivre également en justice. Curieusement Eddy Chu-hoidick ne fait pas partie du lot. Il a certes prononcé correctement le texte, mais s'est ensuite exclamé : « Autodétermination démocratique ! La tyrannie doit périr un jour ! »

Après le Conseil Législatif, le chef de l'exécutif. Empêtré dans un scandale financier, C-Y Leung ne se représente pas et, sans surprise, sur la base de l'ancien système de vote resté en vigueur après l'échec de la réforme proposée par le CPANP du 31 août 2014, c'est Carrie Lam, ex-numéro 2 en tant que Secrétaire-en-chef, adoubée préalablement par Pékin, qui est élue le 26 mars 2017 avec 777 voix sur 1194. Ancienne haut-fonctionnaire de la colonie britannique pendant 19 ans, passée sans transition au service de Pékin, elle sert l'État, quel qu'il soit, sans état d'âme : elle est là pour faire son devoir. Excès de zèle ? Alors qu'elle n'entrera en fonction qu'au 1^{er} juillet, la police procède le lendemain de son élection à l'arrestation de neuf activistes du Mouvement des Parapluies, dont Kinman Chan, pour « incitation à causer des dommages » pouvant entraîner une peine jusqu'à 7 ans de prison, avant d'être relâchés sous caution et renvoyés devant un tribunal. Et, selon le journal en ligne Hong Kong Free Press du 22 avril, ce ne sont pas 2, ni 6 mais 10 législateurs qui sont dans le collimateur du gouvernement central. Vient en effet s'ajouter les noms d'Eddy Chu-hoidick, Cheng Chung-tai, Tang Chan et Siu Kashun. C'est ainsi toute la mouvance « localiste » qui est visée. La volonté de répression s'intensifie à l'approche du 20^{ème} anniversaire de la rétrocession, le 1^{er} juillet 2017. Ce jour-là, Carrie Lam prête serment comme chef de l'exécutif devant Xi Jinping, le numéro 1 chinois, reçu en grande pompe dans un Hong Kong barricadé, avec déploiement de 20 escadrons de la garnison locale de l'APL – l'Armée Populaire de Libération – uniquement composée de chinois continentaux. Selon les propos de son commissaire politique, Wei Liang, rapportés par le *South China Morning Post* du 16 juin, cette garnison n'est pas que militaire mais aussi politique : « Son rôle est d'agir comme une force garantissant la stabilité politique de Hong Kong et de lutter contre la contagion des idées occidentales. » Dans son discours de clôture, Xi Jinping confirme si besoin était qu'à Hong Kong, c'est lui le patron : « Toute activité qui met en danger la souveraineté et la sécurité de la Chine, qui remet en cause la Loi Fondamentale, qui

défie le pouvoir central ou qui utilise Hong Kong comme base pour mener des activités d'infiltration et de sabotage contre la Chine continentale est un acte qui franchit une ligne rouge et est totalement inadmissible. »⁹

La feuille de route de Carrie Lam pour les cinq ans à venir est tracée :

1. imposer un programme d'éducation patriotique ;
2. faire adopter des lois anti-sécession prévues par l'article 23 de la Loi Fondamentale permettant de sévir de manière beaucoup plus radicale contre les opposants politiques.

Le risque d'affrontement est là, et il pourrait être violent. Mais un vent d'espoir s'est levé avec toute cette nouvelle génération d'activistes qui arrive sur le devant de la scène et décidée à prendre ses responsabilités. Elle a déjà le soutien des classes moyennes. Saura-t-elle obtenir celui des classes populaires ? Là est l'enjeu.

Jean-Jacques Gandini

Notes :

1. *South China Morning Post*, 27 mai 2017.
2. *South China Morning Post*, 23 avril 2017.
3. Jean-Jacques Gandini « Hong Kong dans l'état chinois », *Le Monde Diplomatique*, juin 2003. La même loi existe en Chine continentale et a plusieurs fois sévi de façon arbitraire tellement des notions comme « subversion » sont particulièrement floues.
4. La plus importante dans l'histoire de Hong Kong est la manifestation du 28 mai 1989 en soutien au mouvement social d'avril-mai en Chine : 1 500 000 personnes, soit un hongkongais sur quatre !
5. Brian Fong « La déconnexion des pouvoirs exécutif et législatif dans le Hong Kong post-colonial », *Perspectives chinoises*, janvier 2014.
6. lemonde.fr 12 février 2016.
7. lemonde.fr 17 juin 2016.
8. Ying-ho Kwong « L'essor du localisme à Hong Kong : une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? », *Perspectives chinoises*, mars 2016.
9. lemonde.fr 1^{er} juillet 2017.

DERNIÈRE MINUTE :

Ce 14 juillet, le tribunal présidé par Mr. Justice Thomas Au Hing rend sa décision à l'encontre de Nathan Law, Lau Siu-lai, Edward Yiu Chung-yim et « Long Hair » Leung Kwok-hung. Il a donné raison au chef de l'exécutif et ordonné la disqualification des quatre législateurs. Le juge estime que la prestation de serment doit être faite strictement, sans addition ni manquement, se basant non seulement sur l'interprétation controversée de l'article 104 de la Loi Fondamentale, mais également sur les principes de la *common law* : c'est une exigence légale constitutionnelle que celui qui prête serment doit sincèrement et véritablement croire dans les engagements qu'il prend sous serment. Ce rappel des principes de la *common law* sera plus difficile à combattre en appel que l'interprétation de l'article 104.

Pour les quatre, il s'agit d'une déclaration de guerre. Ils ont aussitôt fait appel et iront s'il le faut jusqu'à la « Court of Final Appeal », sachant que les nouvelles élections se feront dans un délai de 21 jours une fois toutes les voies de recours expirées. En attendant, la décision étant d'application immédiate, le camp démocrate se retrouve réduit à 20 sièges et ne peut donc plus exercer son droit de veto sur les lois nécessitant les 2/3 des votes pour être promulguées. La voie est libre pour Carrie Lam pour mettre en œuvre l'article 23 de la loi Fondamentale. Mais en prendra t-elle le risque politique ?



Clifford Harper.